

Migrations : sortir des émotions, des idéologies et de politiques au regard limité

Les textes publiés dans ces pages ont pour but d'alimenter le débat. Ils n'engagent que leurs auteurs qui n'appartiennent pas à la rédaction de "La Libre Belgique".



Le 23 septembre dernier, un préaccord est intervenu à La Valette entre Malte, l'Italie, la France et l'Allemagne concernant la répartition entre pays européens des migrants qui débarquent dans les deux pays méditerranéens. Il devra encore être approuvé par les autres pays européens le 8 octobre prochain, mais il se présente déjà comme un petit pas en avant vers une arrivée moins risquée pour des dizaines de milliers de personnes qui tentent de rejoindre notre continent.

Globalement cependant, il est certain que nous entrons dans une phase nouvelle et historique de redistribution mondiale des populations et d'interpénétrations entre des cultures et des civilisations. À cet égard, les mesures de redistribution des migrants prises à La Valette et contenues également dans

le programme de la nouvelle présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, si elles apaisent les tensions entre pays européens, sont loin de parvenir à des politiques pouvant faire face aux grands phénomènes migratoires contemporains et à leurs conséquences sociales et politiques.

Distinguons les migrations

La problématique des migrations est certainement une question mondiale difficile. Elle l'est d'autant plus que, depuis au moins trente ans, prévalent les émotions et les idéologies : celles qui sont "pour" et celles qui sont "contre". Or, ce ne sont ni la générosité des citoyens, ni les affirmations de principes, ni les bons sentiments – même les plus généreux – ni les attitudes hostiles voire haineuses qui permettront d'aboutir à des propo-

sitions politiques et à des actions structurées. Un peu plus de rationalité et d'analyse permettraient, a contrario, de décrire la question, et surtout d'identifier des axes sur lesquels bâtir une politique.

Nous devrions commencer par distinguer les migrations qui s'entreprennent pour des raisons économiques ou d'aspiration à un mieux-être, et celles dues à des causes politiques, idéologiques, religieuses ou sexuelles. Aujourd'hui, on tend à les confondre, et certains disent que la distinction n'a pas de sens. Je pense au contraire qu'elle reste fondamentale, même si la frontière peut paraître poreuse entre les deux. En ce sens, le droit d'asile doit être mis en œuvre comme tel, en réprimant les abus qui existeraient, car il en va tout simplement de la sauvegarde de la démocratie dans le monde.

Face aux migrations dites économiques par ailleurs, il convient de les analyser en détail dans leurs multiples dimensions : de la décision de migrer, aux facteurs macrostructurels des causes des migrations et de l'attrait des migrants, en passant par les causes intermédiaires des processus sociaux qui favorisent les mouvements migratoires. Car c'est par rapport à chacun de ces moments que des politiques doivent être menées, afin qu'elles ne se limitent plus à gérer les engorgements de populations. Certes, une politique migratoire efficace est coûteuse. Mais c'est le prix à payer pour trouver un équilibre et une relative paix sociale.

Quelques points de discernement

Lorsqu'on parle des causes de départs, on se limite souvent aux cau-